

ADMINISTRATION COMMUNALE

DE

DALHEIM

REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL



Séance publique du: 18 juillet 2011

Annonce publique et convocation des conseillers : 06.07.2011

Membres présents : Mme MOUSEL-SCHMIT Marie-Ange, bourgmestre, M. HEISBOURG Joseph et M. STEICHEN Paul, échevins, Mme BEISSEL-ERNST Marie-Louise, M. ERNST René, M. LOOS Victor, M. MANGERICH Joseph, M. WATGEN Steve et Mme WAX Joëlle, conseillers, M. THINES René, secrétaire.

Membres absents : a) excusé: /  
b) sans motif: /

Point de l'ordre du jour: N° 01/04/2011

Objet: Fixation de la redevance à percevoir sur la canalisation et l'épuration.

Le Conseil Communal,

Revu le règlement-taxe du 20 octobre 2009, relatif à l'utilisation de la canalisation, approuvé par Arrêté Grand-Ducal du 12 mai 2010;

Vu la lettre de l'Administration de la gestion de l'eau du 18 mars 2011 réf. DIR-13714/11 concernant le rééquilibrage du prix de l'eau suivant les secteurs des ménages, de l'industrie et de l'agriculture dans laquelle les services de la Direction de la gestion de l'eau ont élaborée une proposition pour la Commune de Dalheim suivant une méthode harmonisée de tarification sur base du schéma de calcul rééquilibré;

Vu la circulaire n° 2821 du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région du 14 octobre 2009 relative à la tarification de l'eau et au schéma de calcul du coût de l'eau en conformité des dispositions de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

Vu la circulaire n° 2859 du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région du 06 mai 2010 relative à la tarification de l'eau, dispositions découlant de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

Vu la circulaire n° 2877 du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région du 23 septembre 2010 relative à la tarification de l'eau, dispositions découlant de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

Vu la circulaire n° 2909 du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région du 28 mars 2011 relative à la tarification de l'eau, schémas de calcul du coût de l'eau rééquilibrés;

Considérant qu'en vertu des dispositions de l'article 12 et 14 de la loi du 19 décembre 2008 précitée, les coûts des services liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources sont supportés par les utilisateurs en tenant compte des principes de l'utilisateur-payeur et du pollueur-payeur et qu'une redevance eau destinée à la consommation humaine est assise sur l'eau destinée à la consommation humaine fournie par un réseau de distribution publique;

Attendu que la redevance se compose d'une partie fixe annuelle par compteur et proportionnelle au nombre d'équivalents habitants moyens et d'une partie variable proportionnelle au volume d'eau provenant de la distribution publique prélevée par l'utilisateur ou déterminée à l'aide d'un dispositif de comptage;

Considérant en outre qu'il y a lieu de distinguer entre trois secteurs pour les schémas de tarification, à savoir:

- le secteur des ménages dont relèvent les personnes physiques, les institutions publiques et les entreprises qui ne font ni partie du secteur industriel, ni du secteur agricole;
- le secteur industriel dont relèvent les entreprises dont la charge polluante excède un des seuils suivants: 8.000 m<sup>3</sup>/an, 50 m<sup>3</sup>/jour ou 10 m<sup>3</sup>/heure ou les 300 équivalents habitants moyens;
- le secteur agricole dont relève l'activité des agriculteurs, viticulteurs, éleveurs, arboriculteurs, horticulteurs, pépiniéristes, jardiniers, maraîchers, pisciculteurs, sylviculteurs et apiculteurs ;

Attendu qu'afin de pouvoir notamment déterminer l'appartenance au secteur agricole, les critères de définition de l'article 2 de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural peuvent utilement trouver application;

Vu les tableaux de calculs élaborés par le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région en collaboration avec l'Association Luxembourgeoise des Services d'eau (ALUSEAU), lesquels tableaux permettent de chiffrer le prix de l'évacuation et de la dépollution des eaux;

Vu le tableau de calcul pour notre commune redressé le 18 mars 2011 par la Direction de la gestion de l'eau, à base des chiffres indexés de l'année de référence 2009;

Considérant que pour l'ensemble du Grand-Duché, la consommation annuelle moyenne en eau potable peut être estimée à 50 m<sup>3</sup> par personne et qu'en moyenne un ménage est composé de 2,5 habitants;

Vu le tableau des charges polluantes moyennes annuelles par groupe ou activité élaboré par l'ALUSEAU;

Vu les articles 99 et 107 de la Constitution;

Vu les articles 29, 105 et 106,7<sup>0</sup> de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau et notamment ses articles 12, 14 et 47;

Après en avoir délibéré conformément à la loi;

DÉCIDE avec huit voix contre une voix

de fixer la redevance assainissement assise sur l'eau destinée à la consommation humaine ayant fait l'objet d'une utilisation et déversée dans le réseau de collecte des eaux usées comme suit:

#### Article 1<sup>er</sup> – Partie fixe

a) secteur des ménages: 26,00 € par EHm (équivalent habitant moyen)/an

Les valeurs EHm respectivement à appliquer par groupe ou activité sont déterminées d'après le tableau ci-suit :

I : Population résidente		
Groupe ou activité	Charge polluante moyenne annuelle (EHm)	
Population résidente	2,5	EHm / unité d'habitation ( <i>maison unifam. ou appartement</i> )
II : Activités publiques et collectives		
Groupe ou activité	Charge polluante moyenne annuelle (EHm)	



Hôpital, clinique, maison de soins	2,5	EHm / lit selon capacité autorisée
Centres intégrés pour personnes âgées	2,0	EHm / lit selon capacité autorisée
Crèche, école	0,1	EHm / enfant selon capacité autorisée
Internat	0,6	EHm / enfant selon capacité autorisée
Cantine scolaire, maison relais	0,2	EHm / chaise selon capacité autorisée
Piscine couverte ( <i>avec ou sans sauna</i> )	0,3	EHm / visiteurs selon capacité autorisée
Piscine à l'air libre	0,1	EHm / visiteurs selon capacité autorisée
Centre polyvalent, salle de spectacle, centre sportif	3,0	EHm / tranche entamée de 100 m2 de surface
Lieu de culte	2,0	EHm / lieu de culte

### III : Hôtellerie, restauration et tourisme

Groupe ou activité		Charge polluante moyenne annuelle (EHm)	
Résidence secondaire		2,5	EHm / unité
Hôtel et auberge ( <i>sans l'activité gastronomique</i> )		0,6	EHm / lit selon capacité autorisée
Gîte rural		4,0	EHm / gîte
Camping ( <i>sans l'activité gastronomique, sans piscine</i> )		0,5	EHm / emplacement selon capacité autorisée
Restaurant	< 25 chaises	5,0	EHm / établissement
	< 50 chaises	10,0	EHm / établissement
	≥ 50 chaises	0,3	EHm / chaise selon capacité autorisée
Café, salon de consommation	< 25 chaises	4,0	EHm / établissement
	< 50 chaises	7,0	EHm / établissement
	≥ 50 chaises	0,2	EHm / chaise selon capacité autorisée

### IV : Activités artisanales et commerciales

Groupe ou activité		Charge polluante moyenne annuelle (EHm)	
Administration, bureau, guichet, assurance, banque, cabinet médical, cabinet de notaire <i>ou autre service</i>		1,0	EHm / tranche entamée de 150 m2 de surface
<i>ou :</i>	≤ 10 employés *	1,0	EHm / commerce
	> 10 employés *	+ 0,5	EHm / tranche entamée de 5 personnes occupées
Commerce ( <i>sans production</i> ) : Grande surface, épicerie, point de vente alimentaire, magasin, boutique	≤ 10 employés *	2,5	EHm / commerce
	> 10 employés *	+ 1,5	EHm / tranche entamée de 5 personnes occupées
Boucherie, poissonnerie, boulangerie, pâtisserie ( <i>site de production avec vente</i> )	≤ 10 employés *	10,0	EHm / commerce
	> 10 employés *	+ 6,5	EHm / tranche entamée de 5 personnes occupées
Salon de coiffure	≤ 10 employés *	6,0	EHm / salon
	> 10 employés *	+ 4,0	EHm / tranche entamée de 5 personnes occupées

Nettoyage à sec	≤ 10 employés *	30,0	EHm / entreprise
	> 10 employés *	+ 20,0	EHm / tranche entamée de 5 personnes occupées
Entreprise de transport de marchandises et de construction (avec dépôt)	≤ 10 employés *	3,5	EHm / entreprise
	> 10 employés *	+ 2,5	EHm / tranche entamée de 5 personnes occupées
Garage, atelier de réparation de véhicules automoteurs	≤ 10 employés *	15,0	EHm / entreprise
	> 10 employés *	+ 10,0	EHm / tranche entamée de 5 personnes occupées
Atelier mécanique, vente de pneus	≤ 10 employés *	5,5	EHm / entreprise
	> 10 employés *	+ 3,5	EHm / tranche entamée de 5 personnes occupées
Artisanat, menuisier, électricien, carreleur, peintre, plombier, installateur sanitaire, charpentier (avec dépôt)	≤ 10 employés *	3,5	EHm / entreprise
	> 10 employés *	+ 2,5	EHm / tranche entamée de 5 personnes occupées
Mazout et combustibles		10,0	EHm / entreprise
Station service (avec shop)		3,5	EHm / station
Installation de lavage de voitures		15,0	EHm / installation
distilleries d'alcool, vinaigrerie		0,5	EHm / tranche entamée de 1000 l d'alcool ou de vinaigre pur produits par an

Sont pris en compte le salariat et le patronat au 1<sup>er</sup> janvier de l'année courante.

En cas de **non occupation des lieux**, le consommateur sera taxé d'une charge polluante moyenne annuelle de **2,0 EHm**.

b) secteur industriel: 92,00 € par EHm /an

Les valeurs EHm respectivement à appliquer par groupe ou activité sont déterminées d'après le tableau figurant ci-dessous :

VI : Activités industrielles (« Starkverschmutzer »)	
Groupe ou activité	Charge polluante moyenne annuelle (EHm)
Industrie agroalimentaire d'envergure (EHm ≥ 300) : Boucherie, boulangerie, brasserie artisanale, production de boissons, transformation du lait	suivant convention ou mesures
Autres entreprises et établissements industriels produisant des eaux usées très polluées (EHm ≥ 300)	suivant convention ou mesures



c) secteur agricole : 80,00 € par EHm /an

V : Activités agricoles		
Groupe ou activité	Charge polluante moyenne annuelle (EHm)	
Laiterie		20,0 EHm / laiterie
Abattage occasionnel (poids vif $\leq$ 10 to)		7,0 EHm / local d'abattage
Abattage industriel (poids vif > 10 to)		suivant convention ou mesures

c1) Pour les exploitations agricoles disposant d'un raccordement au réseau public d'assainissement en même temps que la ou les partie(s) d'habitation et un ou plusieurs étables :

- sans raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement, la redevance du point a) est applicable avec un forfait de 2,5 EHm par unité d'habitation.
- avec raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement, la redevance du point a) est applicable avec un forfait de 2,5 EHm par unité d'habitation et la redevance du point c) est applicable avec un forfait de 20,0 EHm par local de stockage de lait.

c2) Pour les étables raccordés séparément au réseau public d'assainissement :

- sans raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement, aucune partie fixe de redevance d'assainissement n'est due.
- avec raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement, la redevance du point c) est applicable avec un forfait de 20,0 EHm par local de stockage de lait.

## Article 2 – Partie variable

a) secteur des ménages: 1,90 € / m<sup>3</sup> d'eau provenant de la distribution publique d'eau destinée à la consommation humaine

b) secteur industriel: 0,70 € / m<sup>3</sup> d'eau provenant de la distribution publique d'eau destinée à la consommation humaine

c) secteur agricole : 0,94 € / m<sup>3</sup> d'eau provenant de la distribution publique d'eau destinée à la consommation humaine,

c1) Pour les exploitations agricoles disposant d'un raccordement au réseau public d'assainissement en même temps que la ou les partie(s) d'habitation et un ou plusieurs étables :

- sans raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement, la redevance du point a) est applicable par m<sup>3</sup> d'eau provenant de la distribution publique d'eau destinée à la consommation humaine, en appliquant un forfait de 50 m<sup>3</sup> par an et par personne faisant partie du ménage au 1<sup>er</sup> janvier de l'année à laquelle la redevance se rapporte. Au cas cependant, où la consommation annuelle effective serait inférieure à la

quantité résultant de l'application du forfait précité, seule la consommation effective sera prise en considération.

- avec raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement, la redevance du point a) est applicable par m<sup>3</sup> d'eau provenant de la distribution publique d'eau destinée à la consommation humaine, en appliquant un forfait de 50 m<sup>3</sup> par an et par personne faisant partie du ménage au 1<sup>er</sup> janvier de l'année à laquelle la redevance se rapporte. Au cas cependant, où la consommation annuelle effective serait inférieure à la quantité résultant de l'application du forfait précité, seule la consommation effective sera prise en considération. En plus, la redevance du point c) est applicable par m<sup>3</sup> d'eau provenant de la distribution publique d'eau destinée à la consommation humaine en appliquant un forfait de 200 m<sup>3</sup> par local de stockage de lait et par an.

c2) Pour les étables raccordés séparément au réseau public d'assainissement :

- sans raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement, aucune partie variable de redevance d'assainissement n'est due.
- avec raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement, la redevance du point c) est applicable avec un forfait de 200 m<sup>3</sup> par local de stockage de lait et par an.

### **Article 3 – Définition de l'appartenance au secteur agricole**

- a) Au sens du présent règlement la notion de secteur agricole couvre l'ensemble des activités des agriculteurs, viticulteurs, éleveurs, arboriculteurs, horticulteurs, pépiniéristes, jardiniers, maraîchers, pisciculteurs, sylviculteurs et apiculteurs.
- b) Par exploitation agricole on entend une unité technico-économique à caractère agricole gérée distinctement de toute autre et comprenant en propriété ou en location tous les moyens de production nécessaires permettant d'en assurer une gestion indépendante, dont notamment le sol, les bâtiments, les machines et les équipements.
- c) Sont considérées comme exploitants agricoles et appartiennent partant au secteur agricole au sens du présent règlement, les personnes: dont la part du revenu provenant de l'exploitation agricole est égale ou supérieure à 50% du revenu de travail global de la personne et
  - dont la part du temps de travail consacré aux activités extérieures à l'exploitation agricole est inférieure à la moitié du temps de travail total de la personne, et qui ne sont pas bénéficiaires d'une pension de vieillesse et
  - qui sont affiliés à la Caisse Nationale de Santé dans le régime agricole.
- d) Si l'exploitant est une personne morale, il est à considérer comme exploitant au sens du présent règlement si 70 % du capital social est détenu par des exploitants agricoles tel que définis au point c) ci-avant et si la ou les personnes appelées à diriger la société sont désignées parmi ces derniers.

### **Article 4**

Pour les raccordements au réseau public d'assainissement pour lesquels il n'existe pas de raccordement au réseau de distribution publique d'eau destinée à la consommation humaine sur lequel il peut s'être basé, donc notamment en cas d'existence d'un dispositif privé de prélèvement d'eau dans une eau de surface ou une eau souterraine, les dispositions ci-suivantes sont d'application :



- a) La partie fixe de la redevance d'assainissement est déterminée et fixée d'après les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> ci-avant.
- b) La partie variable est fixée d'après les dispositions de l'article 2 ci-avant et déterminée à l'aide d'un dispositif de comptage au niveau du raccordement au réseau public d'assainissement.

Un tel dispositif de comptage est obligatoirement à installer aux frais de l'utilisateur dans les 6 mois après l'entrée en vigueur de la présente.

Jusqu'à la mise en service définitive dudit dispositif de comptage, la quantité déversée dans le réseau public d'assainissement est forfaitairement estimée à 125 m<sup>3</sup>. De façon générale et par dérogation aux dispositions de l'article 2 ci-avant, c'est la quantité déversée, déterminée forfaitairement ou à l'aide d'un dispositif de comptage, qui est prise en considération dans le cadre du calcul de la partie variable et non la quantité d'eau provenant de la distribution publique d'eau destinée à la consommation humaine.

#### Article 5

La facturation se fera semestriellement :

- le 1<sup>er</sup> semestre moyennant un acompte qui se basera sur la consommation d'eau potable de l'exercice précédent;
- le 2<sup>ème</sup> semestre moyennant un décompte qui se basera sur la quantité d'eau potable consommée pendant l'exercice en cours.

#### Article 6

La mise en vigueur de la présente décision abrogera le règlement-taxé du 20 octobre 2009.

En séance à Dalheim, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME,

Dalheim, le 09 août 2011.

Le Bourgmestre:

Le Secrétaire:

*Lu Bourd-Sch...*



*[Signature]*

Commissariat de district Grevenmacher	
Entrée	25 AOUT 2011
Réf.	.....

# Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu un procès-verbal de délibération du 18 juillet 2011 aux termes duquel le Conseil communal de Dalheim a fixé les taxes et redevances à percevoir sur la canalisation et l'épuration ;

Vu les articles 99 et 107 de la Constitution ;

Vu l'article 105 de la loi communale du 13 décembre 1988 ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

## **A r r ê t o n s :**

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est approuvée la délibération du 18 juillet 2011 aux termes de laquelle le Conseil communal de Dalheim a fixé les taxes et redevances à percevoir sur la canalisation et l'épuration.

**Art. 2.** - Notre Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Château de Berg, le 25 novembre 2011  
(s.) Henri

Le Ministre de l'Intérieur et  
à la Grande Région,

(s.) Jean-Marie Halsdorf



référence 4.0042 (31904)

Brm.-Transmis à Monsieur le Commissaire de district à Grevenmacher pour être notifié à l'administration communale intéressée.

Je marque mon accord à la délibération du 18 juillet 2011 pour autant qu'elle y est soumise en vertu de l'article 106 de la loi communale du 13 décembre 1988. Tout en me référant à ma circulaire n°2909 du 28 mars 2011, l'avis de l'Administration de la Gestion de l'Eau du 3 novembre 2011 est joint en annexe.

Ladite délibération reste encore à publier en due forme et à reproduire en 7 exemplaires munis du certificat de publication, après quoi il en sera fait mention au Mémorial.

Luxembourg, le 30 novembre 2011  
Le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région,

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke at the end.